

## **Rapport technique.**

**Bourse de mobilité Internationale attribuée par le CRDI.  
Séjour de recherche de 5 mois en Bolivie.**

**La nouvelle gouvernance mondiale de l'eau : le cas bolivien.**

**Par Marie Mazalto, Étudiante du PhD en sociologie  
Université du Québec à Montréal  
12 décembre 2003.**

### **Plan du Rapport**

- I- Calendrier des activités
- II- Les entrevues
- III- Un exposé sur l'avancement de vos travaux sur le terrain : résultats et analyses préliminaires.
- IV- Les acteurs.
- V- Le cadre théorique.
- VI- Les hypothèses préliminaires.
- VII- Les dépenses de recherche.

## **I- Calendrier des activités**

### **A- 25 mai- 5 juin 2003- La Paz**

A notre arrivée à La Paz, nous avons décidé de rester quelques jours afin de profiter des avantages que présente la capitale pour établir des contacts avec des personnes déjà connues qui oeuvrent dans le secteur de l'eau et du développement. Nous avons contacté un représentant du PNUD pour le Canada ainsi que les personnes oeuvrant au sein de la Fondation Solon, ONG très impliquée dans le processus de réforme de la législation de l'eau en Bolivie.

Nous avons également entamé des recherches dans les bibliothèques spécialisées de la ville comme la bibliothèque du « Fondo de la poblacion de las naciones unidas » ou encore le « Centro de Informacion de las Naciones Unidas » de La Paz, la bibliothèque de l'Organisation Pan-Américaine de la Santé.

### **B- 5 juin 2003- mi juillet 2003. Résidence au CEPLAG- Cochabamba**

- Période d'une semaine environ de recherche d'appartement et d'installation. Cochabamba vit actuellement une crise du logement qui a compliqué les démarches de recherche.
- Le CEPLAG, premier centre dans lequel nous avons travaillé. Le directeur du centre est un sociologue (M. De la Fuente) qui travaille les thématiques de l'eau en Bolivie. Par son entremise nous avons intégré le centre et commencé un travail de recherche bibliographique. La bibliothèque du centre recèle d'ouvrages en lien avec notre problématique théorique (la gouvernance). Nous avons également commencé à nous familiariser avec une littérature spécialisée pour faciliter notre passage au terrain. Nous avons donc entamé des lectures et monté une bibliographie préliminaire portant à la fois sur le thème de l'eau, de la culture autochtone et de la gouvernance. Ces lectures préparatoires à la phase d'entrevue se sont avérées essentielles pour nous familiariser avec les terminologies techniques employées par les paysans dans la région. Il nous fallait acquérir une bonne connaissance de la culture autochtone paysanne, une culture très complexe (cosmovision andine) qui réfère à un rapport au monde et des méthodes de culture ancestrales découlant de la tradition inca. La division du territoire en espaces sociaux spécifiques, le statut des eaux (de pluie, de rivière, de lagune, etc...), la hiérarchie sociale, le droit coutumier, etc. devaient être connus pour limiter le décalage culturel lors du passage au terrain. Cette étape a également été l'occasion d'un échange avec les étudiants du centre au niveau de la formation. A plusieurs reprises, j'ai suivi des ateliers pour me familiariser à l'élaboration de cartes topographiques afin d'enrichir mon doctorat de données précises apportant une illustration importante et des

données supplémentaires sur ma zone d'étude (bassins versants, concentration de population, zones de migration, types de cultures, etc.)

En contre-partie, j'ai assuré plusieurs ateliers de formation « méthodologique » pour les étudiants du centre. Je les ai encadrés pour leur apporter des techniques pour l'élaboration de leur problématique de recherche.

J'ai également assisté à quelques séminaires de travail et présentations de chercheurs invités autour des thèmes de la participation populaire, de la décentralisation et du développement durable. Ces thématiques sont directement reliées à mes champs d'exploration et m'ont permis de découvrir les orientations théoriques qui dominent dans les milieux de la recherche bolivienne.

Durant cette période de résidence au CEPLAG, j'ai rayonné dans les principales bibliothèques de la ville afin de diversifier mes sources de cueillette. J'ai assidûment fréquenté la bibliothèque de sociologie de l'université ainsi que la bibliothèque d'anthropologie. J'ai eu l'occasion de rencontrer certains chercheurs ou fonctionnaires d'État qui enseignent et qui m'ont aiguillé vers des ouvrages de référence.

### **C- mi-juillet à fin août 2003. Résidence au « centro-agua » et découverte du terrain et de acteurs.**

*Recherche au Centro agua : Université Mayor de San Simon- Faculté d'agronomie.*

Adresse : Facultad de Agronomía, Avenida Petrolera, Km 4,5, tel (519)- 4-234993. Casilla 4926, Cochabamba.

A partir de la mi-juillet, je me suis intéressée de plus près au centre spécialisé sur l'eau (Centro agua) de la Facultad Mayor de San Simon. Ce Centre est rattaché à la faculté d'agronomie, j'y ai fait des contacts et nous avons très rapidement envisagé, avec l'approbation de Mr. Manuel de La Fuente, mon intégration à titre de « chercheuse-invitée ». Les charges ont été minimales pour le centre-eau, qui m'a fourni un espace de travail, un accès à la bibliothèque et des contacts avec leurs partenaires locaux. Les retombées de cette nouvelle collaboration ont été immédiates pour l'avancement de mes recherches. Le centre-eau<sup>1</sup> est un centre interdisciplinaire dont la mission consiste à développer la diffusion et l'application de connaissances en irrigation et gestion des usages de l'eau orientés vers le développement durable des ressources hydriques de la région andine. Ce centre est financé par le programme de cofinancement pour l'éducation supérieure (MHO) de Hollande à travers le NUFFIC et reçoit l'appui de l'Université de Wageningen de Hollande. De nombreux étudiants-chercheurs viennent y effectuer des stages de recherche-développement. Plus que ne pouvait l'être le CEPLAG, le centre-eau est en contact direct avec les communautés de ma

---

<sup>1</sup> [http://www.centroagua.org/inf\\_centroagua.html](http://www.centroagua.org/inf_centroagua.html)

zone d'étude et assure une présence régulière dans l'étude des projets de développement dans le secteur de l'eau qui s'implantent dans la région. Les équipes de chercheurs sont attentives à assurer un type de recherche-action en collaborant avec les associations locales pour l'élaboration de micro-projets de développement portés par les communautés.

Durant cette période de travail, j'ai commencé à me familiariser avec ma zone d'étude, c'est à dire la vallée de Cochabamba, mais plus particulièrement la zone de Colcapirhua-Tiquipaya. Ces deux municipalités sont situées dans la zone péri-urbaine de Cochabamba, à 10 km au nord de la métropole.

Au courant du mois de juillet, un conflit-armé à éclaté dans ces deux municipalités. Les mouvements sociaux dénonçaient un projet d'installation d'une entreprise municipalisée et monopolistique de gestion de l'eau. Les paysans se mobilisaient contre ce qu'ils concevaient comme étant une nouvelle tentative de privatisation des services de l'eau dans la région de Cochabamba.

Nous avons décidé de nous intéresser à l'actualité et à nous rendre régulièrement dans ces deux municipalités afin de suivre l'évolution du conflit et ainsi mesurer la pertinence de centrer notre analyse-terrain sur ce cas d'étude. Ainsi, le conflit qui a duré de la mi-juillet au début du mois d'août nous a permis de suivre des manifestations, de repérer les différents acteurs et de commencer à cerner les motifs de ce soulèvement social.

Ma présence régulière sur le terrain a permis à certaines personnes de se familiariser à ma présence et de m'accepter beaucoup plus facilement par la suite.

Cet épisode de conflit a également confirmé mon intérêt pour centrer mon analyse sur la situation de Colcapirhua-Tiquipaya, car j'y retrouvais de nombreux éléments qui dialoguaient avec ma problématique de départ. Avec les conseils avisés des chercheurs du « centro-agua » qui connaissent bien le terrain et les acteurs, j'ai donc choisi de suivre ce projet de développement, financé par la Banque-Interaméricaine de Développement et l'État bolivien dans les localités de Tiquipaya et Cocapirhua. Je suis allée puiser des lectures dans la bibliothèque interdisciplinaire du « centro-agua » largement spécialisé sur cette zone. J'ai élaboré une mise en contexte historique, sociale et culturelle afin de saisir les dynamiques sociales qui dominent dans cette zone. A titre « d'ancien ghetto indien », sous l'époque coloniale, mais aussi « grenier de la Bolivie », ou encore région de migration des mineurs relocalisés, la région de Colcapirhua-Tiquipaya est un des berceaux historiques où se concentrent les différents épisodes socio-politiques fondateurs de la Bolivie.

Durant cette période de travail d'un mois et demi, j'ai donc alterné les phases de travail entre présence sur le terrain à titre d'observateur et travaux de recherche documentaire au centre. Ce furent également plusieurs séances de travail avec les membres de l'équipe afin de suivre l'avancée de leurs projets

et me familiariser toujours plus avec leurs modes d'intervention et leurs méthodologies de recherche.

Nous avons effectué des sorties plus techniques afin, par exemple d'assurer le repérage des sources de pollution dans les deux municipalités étudiées. Nous avons étudié les répercussions de la pollution par les déchets humains et industriels (décharge, déchets organiques, abattoir, industrie de la *chicha* qui est l'alcool local, etc.). Nous avons suivi les eaux polluées jusque dans les champs de culture, pour constater que l'eau polluée est fréquemment utilisée pour l'irrigation des cultures locales, et ce sans aucun traitement préalable. Ces excursions ont été l'occasion de rencontre avec les femmes paysannes, population très difficilement accessible, mais située au cœur des systèmes de production paysans et responsables de l'organisation des fermes familiales. En multipliant les rencontres sur leur lieu de vie, nous avons eu l'occasion de découvrir l'existence de techniques traditionnelles d'épuration de l'eau et de nous familiariser avec les modes d'organisations communautaires qui assurent le respect du droit coutumier local. Par la suite, ces contacts nous ont permis de mener des entrevues avec quelques femmes paysannes, ce que nous considérons comme étant une étape importante de la recherche, car sur la place publique, même si les femmes assistent aux réunions, elles ont un espace de parole très réduit et un droit décisionnel encore moindre.

Nous avons également été à plusieurs reprises dans les zones de cordillère pour assurer un repérage des lagunes (sources superficielles) et rencontrer les communautés paysannes qui jouissent des droits d'accès aux sources de montagne.

Avec les Irrigants<sup>2</sup> de la vallée, nous sommes partis pour une excursion de quelques jours afin de suivre le lit de la rivière principale qui prend sa source dans les lagunes d'altitude et alimente les canaux d'irrigation de la vallée. L'objectif était de faire un diagnostic des zones d'érosion qui bloquent le cours d'eau et affectent la distribution des volumes d'eau requis pour les paysans de la zone étudiée.

Cette période aura été pour nous l'occasion de rencontres ponctuelles avec des associations locales oeuvrant dans le secteur de l'eau. Le monde associatif des ONG est florissant en Bolivie, très diversifié et complexe, il demande une connaissance minimale des statuts juridiques et des actions entreprises. Les mineurs relocalisés suite à la fermeture des mines d'argent et d'étain sont en grand nombre dans les deux municipalités de Tiquipaya et Colcapirhua. Ils ont hérité d'une tradition d'engagement syndical et ont largement investi les associations de défense des usagers de l'eau dans les zones urbaines (principalement Colcapirhua).

En revanche, les associations paysannes fonctionnent beaucoup plus sur la base des usages et coutumes et défendent leurs droits en basant la légitimité de ce système normatif sur leur engagement communautaire et leur participation aux processus décisionnels. (Tiquipaya).

---

<sup>2</sup> Terme générique, traduction littérale du mot espagnol "regantes" servant à désigner les paysans engagés dans une communauté socio-politique en charge de la gestion des systèmes d'irrigation.

Cette familiarisation progressive avec les acteurs de terrain m'a permis de comprendre qu'il existe une division fondamentale entre les deux municipalités concernées par le projet étudié. Tiquipaya qui possède les sources d'alimentation en eau sur son territoire est majoritairement une zone rurale. En revanche, Colcapirhua est une zone de nouveau peuplement qui croît à un rythme exponentiel. Elle exerce donc une nouvelle pression sur les sources de Tiquipaya par les besoins croissants qu'elle génère dans le secteur de l'eau pour l'usage domestique. Les sources en eau de Colcapirhua, qui se limitent aux seules nappes souterraines, souffrent d'une sur-exploitation et d'une pollution qui met en péril la santé des usagers.

Durant cette période, nous avons répertorié et nous nous sommes procuré les ouvrages historiques, juridiques, techniques, etc. nécessaires pour assurer une solide contextualisation de notre problématique. Nous savons que les entrevues ne peuvent suffire à une démonstration rigoureuse si elles ne sont pas jumelées à une réflexion sur les conditions d'émergence des dynamiques sociales.

#### **D- Fin août-fin octobre 2003**

Cette dernière période du séjour de recherche a été particulièrement consacrée à la phase de menée des entrevues et de complémentation de la collecte de données auprès des différents acteurs rencontrés.

Nous avons tenté d'élaborer un échantillon assez diversifié afin de couvrir le point de vue des acteurs impliqués dans le projet de développement des services d'eau de Tiquipaya-Colcapirhua.

Pour ce faire, nous avons multiplié les contacts avec les associations paysannes d'Irrigants qui sont celles les plus difficiles à rejoindre. Tout d'abord pour des raisons linguistiques, les paysans de Tiquipaya sont bilingues espagnol-quechua, mais la langue autochtone domine dans les relations sociales. Les femmes ne sont pas toutes bilingues et les réunions ou les discussions interpersonnelles sont toutes menées en quechua. Il est parfois très difficile de s'assurer les services d'un traducteur, car dans certaines événements conflictuels, certains groupes refusent une présence étrangère qui serait trop « encombrante. »

A plusieurs reprises nous avons donc assisté à des réunions, dans le seul but de marquer notre présence et de nous faire accepter dans un espace social très contrôlé et régulé. Nous avons également accepté plusieurs invitations à des événements sociaux, ce que nous avons traduit comme des preuves d'acceptation progressive du chercheur par le groupe. Certains événements de grande ampleur se sont avérés des « lieux de compréhension » très intéressants qui nous ont largement éclairés sur les rapports conflictuels entre sous-groupes. Nous avons ainsi pu commencer élaborer une typologie des différents acteurs à l'intérieur du groupe des Irrigants et raffiner notre échantillon pour que nos entrevues soient plus représentatives de la complexité qui domine dans le groupe des paysans de Tiquipaya.

Nous avons tout de suite compris que les entrevues semi-directives seraient très difficiles à obtenir avec les membres de ce groupe. Nous avons donc assuré une présence constante dans les zones rurales de Tiquipaya, à des moments informels ou plus formels, toujours en essayant de suivre l'actualité locale du conflit de l'eau. Les premières étapes de cueillette de données par ont débuté par l'enregistrement de certaines réunions et rassemblements. Moments clés de la sociologie du lieu, ces réunions sont convoquées, tour à tour, par les différents groupes d'acteurs concernés par le projet. Nous avons considéré ces moments de discussion-débat comme étant des moments charnière durant lesquels les groupes se positionnent politiquement, socialement et culturellement. Ces réunions réunissaient les représentants de l'État, des organismes financiers, des groupes locaux et des autorités municipales dans l'optique d'arriver à élaborer un consensus social autour du projet.

Réunions d'information ou de débat, elles ont donné lieu à des conflits ouverts ou larvés qu'il est intéressant d'étudier pour comprendre le processus d'implantation d'un projet de développement. Les thèmes abordés nous ont permis de saisir les enjeux « cachés », les zones de tensions et les rapports qu'entretiennent les groupes entre eux. Elles nous ont permis de rapporter le contenu des débats et de rentrer progressivement dans les dimensions politiques et sociales essentielles pour enrichir notre connaissance.

Par la suite, nous avons eu la possibilité d'assister à quelques réunions du groupe des Irrigants, désormais habitués à notre présence. Ces réunions qui se déroulaient en langue quechua ont été enregistrées, traduites et par la suite retranscrites.

La deuxième phase de la collecte de données terrain a consisté à prendre contact avec des personnes clés dans le secteur de l'eau en leur proposant des entrevues individuelles. Nous avons contacté des autorités locales (maires, représentants de la préfecture, représentants d'ONG de développement financées par la coopération bilatérale, chercheurs spécialistes de la problématique, ingénieurs en charge du projet, etc.)

A un niveau national, nous avons multiplié les contacts dans les milieux associatifs et de la recherche afin de pouvoir être mis en contact avec les représentants du gouvernement chargés du dossier ainsi que les représentants de la Banque-Interaméricaine de développement et de la Banque Mondiale. Nous avons mené quelques entrevues avec des économistes, chefs de projet, représentants de la coopération suisse et allemande, tous concernés par le développement des services d'eau en Bolivie. Pour ce faire, nous avons choisi d'assister à quelques conférences nationales sur le thème, à La Paz, afin de faire des contacts avec les personnes responsables du dossier. Au cours du mois de septembre et octobre, nous avons donc effectué 3 séjours supplémentaires à La Paz afin de rencontrer les personnes ciblées pour réaliser une entrevue. Chaque entrevue était suivi d'une période de discussion pour l'obtention d'une documentation spécialisée qui pourrait nous être fournie par les représentants des organismes. Ceux-ci disposaient de peu de

matériel, ou dans certains cas, étaient sûrement peu enclins à faire circuler du matériel à teneur politique, sachant que la problématique du développement du secteur de l'eau est un champ d'action très investi par une lutte directe entre différents groupes sociaux à l'échelle nationale.

Par ailleurs, les événements de la guerre du gaz nous ont obligés à annuler certains rendez-vous, que nous avons eu l'occasion de repousser à des dates ultérieures. La Bolivie a été paralysée pendant plus de 15 jours, aux prises avec une « guerre civile » qui a directement touché la ville de Cochabamba et La Paz.

Avant et après les événements, sur le terrain à Tiquipaya et Colcapirhua, nous avons contacté des personnes déjà connues afin de réaliser des entrevues individuelles. Pour ce faire, nous avons dû passer plusieurs journées en compagnies de certaines familles afin de trouver un moment adapté pour la réalisation de l'entretien. Ces personnes, surtout les femmes, ont des journées très chargées, occupées par les tâches domestiques, les travaux des champs, les réunions d'usagers, etc. Nous avons d'ailleurs découvert plusieurs fois, à nos dépends, que la notion de « rendez-vous » est très floue en Bolivie, et qu'une présence constante est la meilleure garantie pour assurer la tenue d'une rencontre, que les gens préfèrent vivre de façon informelle.

Afin de donner une voix à ceux qui habituellement restent dans l'ombre, c'est à dire les communautés de la cordillère de Cochabamba, isolées par le manque de voies d'accès à leurs lieux d'habitat et de culture. J'ai effectué un séjour de 4 jours pour aller les rencontrer et me rendre compte sur le terrain des modes de vie et des usages de l'eau qui prédominent. Je me suis donc rendue dans la communauté de La Piha, zone de peuplement dispersé, à 4 heures de marche de la vallée. Ces populations ont vécu de nombreux conflits qui les opposent aux paysans de la vallée, autour de la thématique d'accès aux sources d'eau qui naissent sur leurs terres. Ils ont subi de graves persécutions et ont dû survivre pendant plus de 7 mois sans accès à leur source d'eau traditionnelle. Les autorités régionales se sont désengagées du dossier, privilégiant les intérêts des petits producteurs de la vallée aux dépends d'une agriculture de subsistance.

J'ai eu l'occasion d'aller recueillir un « témoignage collectif », c'est à dire une entrevue menée sous forme de réunion avec les autorités du village. Cette entrevue très riche, a confirmé l'importance d'une démarche de recherche qui ne se suffit pas de témoignages « officiels », mais prend en compte les maillons les plus faibles d'une société pour jeter un nouvel éclairage sur les conséquences possibles de certains processus de développement.

## **II- Les entrevues :**

Nous annexons ci-dessous la liste des entrevues menées dans le cadre de notre recherche-terrain. Les noms sont masqués afin d'assurer la confidentialité et l'anonymat à nos répondants.



Les entrevues ont été retranscrites au fur et à mesure de leur menée par une équipe de 4 étudiants embauchés sur place. Deux personnes assuraient la traduction du quechua à l'espagnol. Deux autres retranscrivaient les entrevues directement en espagnol. Toutes les entrevues seront travaillées en espagnol afin de ne pas dénaturer les propos des répondants au moment de l'analyse. Il nous reste deux entrevues à retranscrire, qui ont été menées en langue française avec des coopérants.

<b>Numero et date de réalisation</b>	<b>Nom</b>	<b>Statut</b>	<b>Numero de cassette et retranscription (Oui/Non)</b>
1- 27 aout 2003	R. M.	Paysanne, irrigante, femme de dirigeant paysan	1 et 2- O
2- 29 aout 2003	Association d'irrigants	Marche de protestation-reunión publique	3- O
3- 3 septembre 2003	Reunión multisectorielle (Asiritic, BID, Gouvernement, FNDR, mairie)	Réunion d'information à la population	4 et 5- O
4- 4 septembre	D. P.	Maire de Colcapirhua	6- O
5- 8 septembre	E. E.	Trésorière d'une coopérative d'eau-Colcapirhua	7- O
6- 7 septembre	M. G.	Président de la Coopérative d'eau et d'égouts du centre historique-Colcapirhua	8- (en partie car effacée)
7- 9 septembre	ASIRITIC	Réunion interne su directoire du système d'irrigation Machu Mita	9- O
8- 16 septembre	Ingénieur C.	Ingénieur responsable de la planification à SEMAPA	10- O
9- 9 septembre	Organisations territoriales de base (OTB), Comité de vigilance et mairie	Assemblée extraordinaire	11- N
10-	ASIRITIC- Mairie	Assemblée	12- O

12 septembre			
11-16 septembre	Synergia (hydroelectricité)	Président	13- O
12-7 octobre	PRONAR/GTZ	Ingénieur	14- O
13-6	C. P.	Président de l'entreprise Misicuni	15- O
14-?	R. M.	PROMIC (Coopération Belge et Suisse)	16- O
15-22 septembre	G. R.	Ingénieur Semapa, en charge du Projet BID	17- O
16			
17-22 septembre	P.	Ingénieur responsable du Projet de l'EPSA Macoti	19-O
18-23 septembre	J. A.	Depute du MAS- Ancien dirigeant de Semapa	20- O
19-24 septembre	G. Z.	Chef de l'unité d'irrigation pour la Préfecture	21-O
20-24 septembre	L. L.	Agronome et irrigante, Tiquipaya	22- O
21-24 septembre	P. L.	Prêtre Jésuite- Directoire de Semapa	23- O
22-25 septembre	S. U.	Gérant de Semapa	24- O
23-25 septembre	M. C.	Paysan, zone Tapakachi (Colcapirhua)	25- O
24-26 septembre	J. S.	Paysan – ASIRITIC- Dirigeant de la Lagune Saytu Khocha	26- O
25-27 septembre	Communauté de La Piha- Lieu dit la Estancia	Réunion ordinaire	27- O
26-30 septembre	D. G.	Responsable des projets hydriques- BID-Bolivia	28- A faire (en français)

27- 30 septembre	E. L.	Responsable FNDR	29- O une partie et le reste prise de note sur demande de l'interlocuteur qui applique les consignes de son institution
28- 1 <sup>er</sup> octobre	F. R.	Responsable GTZ (coopération allemande), section eau	30- O
29- 1 <sup>er</sup> octobre	F. C.	CONIAG- Secrétaire technique	31- O
30- 1 <sup>er</sup> octobre	W. G.	Responsable COSUDE (coopération Suisse)	32- A faire, en français
31- 9 octobre	O. F.	Dirigeant FEDECOR	33- O
32- 3 octobre	V.	Secrétaire système d'irrigation- ASIRITIC	34- O
33- 7 octobre	R. R.	Comité civique- Tiquipaya	35- O
34- 6 octobre	L. J.	Comité de Vigilance- Colcapirua	36- O
35- 8 octobre	A. C.	Ancien membre du gouvernement, directeur général des services essentiels du Vice-Ministère de l'assainissement sanitaire. Actuellement consultant pour la Banque Mondiale, l'union Européenne et la BID	37 et 38- O
36- 9 octobre	R. O.	Sociologue- travailleur dans une ONG indigéniste	39- O
37- 10 octobre	S. S.	Assesseur Saneamiento Basico/ Projet de mancomunidades	40- O

		(CIM/Semapa). Ingénieur de la coopération allemande	
38- 12 octobre	T. Q.	Agricultrice, Vocal ASIRITIC (Zone Chiquicollo)	41- O
39- 14 octobre	S. V.	Maire de Tiquipaya	42 et 43- O
40- 21 octobre	C. P.	Directoire de la FEDECOR (Fédération départementale des irrigants)	44- O
41- 22 octobre	R. C.	Dirigeant du syndicat des travailleurs de Semapa	45- O
42- 24 octobre	C. M.	Economiste principal- Banque Mondiale- La Paz	46- O

### **III- Un exposé sur l'avancement de vos travaux sur le terrain : résultats et analyses préliminaires.**

#### ***Précisions de la problématique de recherche suite au travail de recherche-terrain :***

Dans quelle mesure les politiques de la nouvelle gouvernance de l'eau sont-elles en mesure, ou non, de répondre aux besoins en eau (eau potable et irrigation) des populations de la vallée de Cochabamba ?

Dans le cadre de notre thèse, nous cherchons à analyser le contenu des nouvelles politiques (approche historique/littérature critique sur la nouvelle gouvernance) à la lumière des représentations/positionnement des différents acteurs de la scène locale et nationale bolivienne (analyse de discours/ discours indigéniste/littérature sur le bien commun/ valeur d'échange et d'usage/légalité versus légitimité) afin de chercher à faire émerger les facteurs sociaux facilitant et les facteurs de blocage pour l'implantation de ces nouvelles politiques.

Le cas de la vallée de Cochabamba nous intéresse particulièrement dans la mesure où elle apparaît comme un miroir grossissant qui permet d'observer deux dimensions essentielles de notre problématique. D'une part, elle présente une illustration des conséquences réelles ou anticipées, que les nouvelles politiques de la gouvernance de l'eau peuvent avoir dans une région visée par un projet de modernisation économique, politique et social.

De l'autre, elle permet d'observer les mutations récentes des stratégies et du processus d'implantation de politiques néo-libérales de développement dans le secteur de l'eau

impulsées par les organismes financiers internationaux et relayés par l'État devenu organe facilitant pour la mise en place d'un cadre normatif et politique favorable au démantèlement du dit « monopole » public sur la gestion des ressources en eau. Nous nous proposons donc de nous centrer sur une réflexion autour des modes d'implantation de nouvelles normes transnationales dans le secteur de l'eau en Bolivie.

Suite à ce séjour de recherche, nous avons choisi de centrer notre recherche sur le processus d'implantation d'une entreprise municipale de gestion de l'eau dans les municipalités de Tiquipaya-Colcapirhua, situées à 10 km au nord de Cochabamba. Financé par un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement, ce projet serait la première étape pour la constitution d'une entreprise métropolitaine de gestion de l'eau dans la vallée de Cochabamba. Les populations rurales de la zone de Tiquipaya se sont violemment opposées à l'implantation de cette entreprise au cours du mois de juillet 2003. Nous avons eu l'occasion de suivre le conflit armé qui s'en est suivi ainsi que les étapes de négociation pour tenter de dégager un consensus social autour des modalités d'implantation de ce projet de développement.

### **Les dimensions centrales de la recherche, approfondissement du contexte socio-historique :**

#### **A) Mise en contexte :**

La recherche d'un usage maximisé des ressources a toujours été un souci dans la région de Cochabamba (Du Quechua *khocha pampa* : plaine sur le marécage), car les périodes de sécheresse obligent à une planification des usages de l'eau et à une logique de rationnement qui ont été déterminantes pour la constitution des unités de production, les formes d'organisation sociales et les logiques comportementales. Certaines périodes historiques sont venues modifier les fondements du mode d'organisation sociale, largement inspiré de la culture paysanne autochtone précolombienne. La colonisation, puis de la République (1879) ou encore l'épisode de la Révolution agraire de 1953 peuvent être appréhendées comme des périodes charnières qui ont durablement ébranlé les modes de vie traditionnels. Chaque fois l'enjeu central du contrôle des ressources naturelles est placé au centre de la redéfinition des rapports de pouvoirs entre groupes sociaux. Dans une région majoritairement agricole, le statut de l'eau et de la terre et le rapport de propriété est un moyen de contrôle des populations en même temps qu'un indicateur des rapports de pouvoir qui dominent une société.

Malgré des périodes de « déséquilibre » historique, la culture paysanne quechua et aymara demeure vivante, engagée dans un processus d'adaptation (dépossession/reconquête; concessions/acquis) nécessaire à l'intégration de « corps étrangers » comme condition de la survie collective. Cependant ces processus mutatifs ne se sont pas fait sans heurts, et l'histoire de la vallée de Cochabamba recèle de nombreux épisodes conflictuels précédant l'établissement de nouveaux ordres, politiques, sociaux et économiques. Chaque épisode historique impose une redéfinition du rapport des groupes à la terre et à l'eau.

#### **B) Approfondissement des dimensions centrales de la problématique.**

***L'urbanisation des zones peri-urbaines ou l'augmentation des usages concurrents de l'eau : multiplication des conflits.***

A cet égard, la multiplication de violents conflits, depuis les années 1990, autour du thème de la gestion de l'eau dans la vallée de Cochabamba retient notre attention en tant qu'indicateur central de la présence de mutations sociales d'envergure induites par des projets de développement basés sur une volonté de démocratisation, de rationalisation et de modernisation de l'usage de la ressource en eau. La contestation sociale semble être réactivée par les conséquences de certains projets de développement, sur la structure socio-économique et les pratiques culturelles des communautés paysannes, qui mettraient en péril leur mode de vie, voire leur survie à court et moyen terme.

La violence des réactions suscitées par certains projets de « modernisation » de la gestion de l'eau placerait la problématique des conditions d'accès à l'eau, comme dimension centrale à partir de laquelle il est possible de comprendre comment se structurent les systèmes de production, les modes d'organisation sociale et la culture autochtone dans la région de Cochabamba. Ébranlées par les projets de redéfinition des conditions d'accès à la ressource certaines catégories de la population semblent réagir afin de maintenir une agriculture d'autosubsistance qui dépend d'un équilibre précaire d'accès à la terre. Dans le cas qui nous intéresse, les problématiques de l'identité (mineurs, paysanne, etc.), de la pauvreté ou encore de la culture dépendent directement des liens établis entre l'eau et la terre dans une culture autochtone encore majoritairement rurale mais en voie de « modernisation » ou industrialisation.

Directement menacé, l'équilibre social est soumis de plus en plus aux aléas de l'augmentation de la concurrence des usages de l'eau et des terres. Fruit de l'exode rural et des politiques de relocalisation des familles de travailleurs des secteurs en crise (agriculture, secteur minier), la problématique de l'urbanisation est une clé pour comprendre la pénurie d'eau actuelle. La concurrence est de plus en plus directe entre les besoins en eau pour la petite agriculture paysanne et les besoins en eau potable des nouveaux foyers urbains cochabambinos. Les besoins diffèrent entre l'eau destinée à l'irrigation des cultures et l'eau destinée à alimenter les foyers en eau potable, mais les sources d'approvisionnement sont communes, dans une région semi-aride où l'eau manque plus de 6 mois par année. La vallée de Cochabamba est soumise depuis plusieurs décennies à une urbanisation croissante et anarchique qui exerce une pression importante sur les écosystèmes et les modes de vie traditionnels paysans. L'implantation d'un projet d'entreprise unique de gestion de l'eau dans les municipalités de Tiquipaya et Colcapirhua est appréhendé par certains groupes d'acteurs comme un passage obligé pour la modernisation des zones peri-urbaines. Pour d'autres il est envisagé comme une menace supplémentaire qui pèse sur les zones agricoles, encourageant un développement des parcelles urbanisées qui attirent une population à la recherche des services sanitaires de base.

***Les politiques étatiques : un désengagement historique dans le secteur de l'eau.***

Une seconde dimension non moins essentielle est à relier aux stratégies d'investissement de l'Etat dans le secteur des services d'eau potable en Bolivie. La préoccupation est récente, impulsée par les organismes de développement soucieux de réduire le taux de mortalité infantile dans un pays où la majorité des causes de mortalité est à relier à des maladies transmises par une eau de mauvaise qualité. Face à la mauvaise qualité ou

l'absence de service public de distribution et de traitement des eaux, la ressource manque dans de nombreux quartiers urbanisés privés d'un accès à un cours d'eau. La compagnie publique de distribution de l'eau (Semapa) assure un service intermittent, en période de sécheresse, coupant complètement l'alimentation de certains secteurs de la ville. Faute d'investissements de la part des différentes instances gouvernementales, le service public s'est grandement détérioré et les installations existantes ne suffisent pas à assurer un service minimal aux populations des zones urbaines.

Depuis des décennies, les habitants de la vallée de Cochabamba se sont donc organisés pour creuser des puits privés ou communautaires et ainsi puiser leur eau dans des nappes malheureusement de plus en plus contaminées par les déchets organiques humains, les produits agricoles ou dans certaines régions par l'activité minière. L'autre partie de la population privée des services de base s'alimente directement aux cours d'eau et aux canaux d'irrigation, ou encore, paye les services de vendeurs d'eau ambulants qui distribuent une eau de qualité souvent médiocre à un prix exorbitant.

La piètre qualité des services publics a donc créé une culture de systèmes locaux « autogestionnaires », qui ont pris appui sur une culture locale paysanne qui se structure autour de pratiques communautaires et participatives du partage de l'eau. Cette sphère d'activité base la légitimité de son accès à l'eau et aux infrastructures sur une version adaptée du droit coutumier issu de la culture autochtone. Celui qui travail la terre, ceux qui entretiennent les infrastructures, celui qui participe financièrement au projet, celui qui hérite d'un droit familial est autorisé à accéder à la ressource et aux sphères décisionnelles s'il est démocratiquement élu par la communauté des usagers. Dans certaines municipalités on compte plus de 40 systèmes autonomes pour la gestion de l'eau. On dénombre plus de 80 systèmes autogérés dans les seules municipalités de Colcapirhua et Tiquipaya.

A mesure que la zone urbaine s'étend, la multiplication de ces systèmes exercent une pression toujours plus grande sur la ressource, majoritairement située dans les zones rurales (eaux de surface et nappes souterraines). Ces comités ont adopté une stratégie d'alimentation en eau par le biais des puits communautaires.

La compagnie de service public de la ville (Semapa) a employé une double stratégie, d'une part en exploitant des puits profonds comme source principale d'approvisionnement. Au cours des années 80 et 90 de nombreux projets ont vu le jour, financés par la coopération bilatérale française et japonaise. Cette stratégie de court terme aurait participé à assécher et hypothéquer les zones agricoles limitrophes de la ville, contribuant ainsi à attiser les tensions entre les zones rurales où est puisée l'eau (guerre de puits- 1992/1994) et les zones urbaines qui sont desservies par un service minimum. L'autre stratégie consiste à puiser de l'eau dans les lagunes de montagne et acheminer l'eau vers la vallée. Il s'agit principalement des lagunes de montagne situées dans la zone de Tiquipaya. Les paysans de la cordillère, soucieux de conserver leurs droits sur ces sources d'eau sont très réticents à renoncer à leurs sources d'alimentation, de plus la population toujours croissante dans la métropole oblige la compagnie d'eau à chercher de nouvelles sources d'alimentation, au risque de nier le droit coutumier des populations autochtones. Certains conflits naissent de cette compétition pour l'accès à des eaux de surface qui diminuent au fil des ans suite aux nombreux épisodes de sécheresse qui frappent la région depuis 1982.

D'autre part, depuis plus de 30 ans, en réponse à la diminution des sources d'alimentation en eau, les autorités régionales se sont engagées, malgré l'appui mitigé du gouvernement et le refus de la Banque Mondiale, dans un projet de très grande envergure. Il s'agit de construire un grand barrage dans la Cordillère de Cochabamba qui culmine à 4500 m d'altitude afin de détourner les eaux d'un bassin versant appartenant à la partie amazonienne du département. Ce projet très coûteux, le projet Misicuni, s'est converti au fil des décennies en un argument populiste de vente pour les partis politiques, mais se résume pour le moment à un tunnel de 19.5 km qui aura coûté plus de 70 millions de dollars à la région. Le projet dans son entièreté devrait coûter environ 300 millions de dollars. Le mythe « Misicuni » effraye une grande partie de la population qui a peur de devoir payer pour le financement de cette politique de grands travaux, qui suppose une hausse des coûts de production de la ressource. D'autres l'envisagent comme la solution à tous les maux, porteur d'un projet de modernisation des modes de gestion de la ressource qui serait dépendant du passage à un marché de la vente de la ressource et des services d'eau.

En attendant la réalisation du projet, les autorités régionales cherchent des solutions de « court terme » afin de répondre à la demande croissante de la population. Les zones rurales peri-urbaines et leurs sources souterraines et de surface sont actuellement l'enjeu de toutes les convoitises.

### ***La dimension ethnique de l'accès aux ressources en eau : l'enjeu du contrôle des ressources naturelles.***

Cette tension est une dimension centrale de notre problématique car elle renvoie aux caractéristiques productives et « ethniques » de la région qui permettent d'interroger la viabilité de certains projets de développement qui s'implantent dans la vallée de Cochabamba. La Bolivie est un pays composé en majorité par des groupes autochtones, quechua, aymara et guarani. Plus de 60 % de la population possède comme langue maternelle un dialecte autochtone distinct de l'espagnol, les liens familiaux, les réseaux de parenté sont encore très forts entre les ruraux et l'immigration récente dans les centres urbains. Ces liens sociaux permettent d'articuler des stratégies de survie dans un contexte où les emplois sont précaires et informels. (R. Gutierrez; A. Garcia; R. Prada, L. Tapia, *Democratizaciones Plebeyas*, 2002) Les zones rurales permettent à de nombreuses familles immigrées en ville de continuer à avoir accès à des denrées de base, fournies par un réseau familial encore très présent dans les zones peri-urbaines. Les conditions d'accès à l'eau et à la terre sont déterminantes car elles conditionnent une production locale destinée à l'autosubsistance de nombreuses familles.

Dans la région de Cochabamba, cohabitent les populations quechua (majoritaires) et aymaras. Les communautés vivant dans la cordillère (dont les terres sont riches de lagunes et de sources) sont autochtones et paysannes. Dans les zones de vallées, l'activité agricole est également monopolisée par des autochtones ou métis, qui s'identifient encore très directement aux cultures locales traditionnelles. (langues, coutumes, habitat, organisation communautaire). La problématique de l'accès à l'eau est largement conditionnée par le droit à la terre, même si dans la loi bolivienne les eaux sont



la propriété de l'État. En effet, dans les faits cohabitent deux systèmes normatifs, celui de l'État bolivien et celui du droit autochtone des usages et coutumes.

D'où l'importance de s'arrêter à comprendre l'importance des rituels, de l'aspect communautaire, de la démocratie participative, et du respect des droits traditionnels. Car dans la cosmovision andine, la terre n'est pas un réservoir de ressources, de ressources matérielles disponibles, autonomes les uns des autres. La terre mère est la mère universelle qui est en vie et donne la vie. L'univers est un organisme vivant et l'homme andin se définit comme un enfant de la terre et l'image de la création est féminine. A ce titre, le système d'irrigation revêt une double dimension, empirique et symbolique. La culture andine pousse l'homme à s'intégrer dans son milieu naturel sans chercher à le dominer, mais plutôt en cherchant à développer une logique de cohabitation. Pour cette raison dans la culture andine on parle de « *manejo de agua* » ou de « *trato con el agua* », ou encore de « *crianza mutual y de reciprocidad* ». (Bustamente : 2000) Dans cette vision l'eau n'est pas autonomisée comme élément chimique, on ne peut pas l'isoler de tous les autres éléments, et ne peut pas être décontextualisée. Il est presque question d'un corps dans lequel l'eau crée une harmonie pour assurer la continuité de la vie au sein du processus régénératif. Il est certain que cette cosmologie a subi des évolutions, au contact de la culture espagnole dans un premier temps, et par la suite remodelée par les différents processus de « modernisation » et apports étrangers à la culture autochtone. Cependant, il semblerait que cette structure organisationnelle (symbolique et structurelle) demeure l'un des piliers essentiels autour duquel se vit l'identité autochtone paysanne en Bolivie. A ce titre, les tentatives d'implantation de nouvelles politiques de la gouvernance de l'eau sur une base « légale-technicienne » se confrontent à une culture autochtone d'autant plus structurante qu'elle se maintient vivante dans une société encore agraire dont les modes d'organisation communautaires découlent de cette cosmovision.

A cela se rajoute la culture syndicale de la lutte et de l'engagement politique, historiquement dirigé contre l'Etat, traditionnellement aux mains de régimes dictatoriaux. La démocratie d'Etat, encore fragilisée par des années d'instabilité politique et une classe dirigeante à la recherche d'un enrichissement personnel, n'est pas un système qui a trouvé une légitimité au niveau social. Les populations lui préfèrent donc une démocratie locale, communautaire afin de limiter les ingérences gouvernementales dans la gestion des ressources primaires qui sont souvent perçues comme des stratégies étatiques « d'accaparement » des richesses locales.

L'apparition sur la scène locale et nationale de mouvements autochtones soucieux de défendre leur droit au contrôle des ressources naturelles oblige les instances exécutives gouvernementales à une nouvelle prise en compte de dimensions culturelles jusqu'alors ignorées, voire niées par les classes dirigeantes oeuvrant encore aujourd'hui dans le cadre d'une culture « néo-colonialiste ». La guerre de l'eau qui s'est déroulée au cours de l'année 2000, la guerre du gaz de l'année 2003 et plus localement le conflit de Tiquipaya-Colcapirhua témoignent de cette montée contestataire et de l'affirmation sur les scènes locales et nationale de nouveaux mouvements sociaux dirigés par les populations autochtones paysannes.

### *Le statut juridique de l'eau*

C'est au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle que les premières dispositions légales concernant le statut légal de la ressource sont apparues en Bolivie. Par un décret tout d'abord, changé par la suite en loi sur l'eau (1906). Cette loi est toujours en vigueur, faute d'un compromis social pour la réactualiser, il existe à ce jour 32 projets de lois sur l'eau soumis, sans succès à l'approbation des institutions parlementaires et des groupes sociaux.

La loi de 1906, toujours en vigueur, reconnaît le droit originaire de l'Etat sur les ressources hydriques, fondé sur le droit privé elle est renforcée par les nouvelles normes contenues dans la loi de la réforme agraire, celle du code civil ou encore du code minier qui reconnaissent la propriété de l'eau comme étant reliée à la propriété de la terre. (Bustamente R., 2000)

Depuis 1994, le gouvernement a tenté de réactualiser la loi de l'eau afin de rendre plus directement compatible avec les nouvelles orientations des politiques internationales de l'eau et les déclarations de Dublin et de Rio de 1992 qui redéfinissaient le statut de l'eau comme « bien économique et social ».

Inclut dans un large processus de réforme des lois nationales dans de nombreux secteurs, la loi sur l'eau commence à être travaillée à partir de l'année 1995 dans les sphères exécutives de l'Etat. Les principes qui motivent ce processus de modernisation sont les suivants : on propose une loi unique qui norme les différents usages des ressources hydriques, laissant les questions spécifiques aux réglementations sectorielles, normes techniques et administratives. L'objectif de cette nouvelle loi est d'harmoniser le code normatif afin de faciliter la régulation technique et juridique pour l'obtention des droits d'accès, l'inventaire, la préservation, les usages et les bénéfices multiples obtenus par l'usage des ressources hydriques sur le territoire national. En Bolivie, l'eau est une ressource qui est propriété de l'Etat, lequel détermine les processus et les conditions d'accès à la ressource à travers un processus de mise en concessions et d'autorisations légales.

L'eau est un bien social (de gestion collective), écologique ayant une valeur économique qui est considéré comme étant un patrimoine commun de tous les Boliviens. L'usage prioritaire de l'eau doit être consacré à la consommation humaine, les autres secteurs sont ensuite desservis en fonction de la disponibilité de la ressource. L'objectif est de généraliser au territoire bolivien un type de gestion intégral de l'eau par bassins versants et sous-bassins. Afin de mettre en place une gestion de type collectif, on promeut une décentralisation et la participation de la société civile dans la planification et la gestion de la ressource eau. Au niveau local, les autorités régionales et municipales sont en charge d'assurer un accès aux populations aux services de base. Au niveau de l'exécutif national, on crée une instance chargée de réguler et superviser l'émission des concessions et autorisations, et de faire payer les tribus pour le droit d'usage de la ressource. Il s'agit de la superintendance de l'eau qui œuvre à un niveau national.

Même si la nouvelle loi de l'eau n'est toujours pas entrée en vigueur, de nombreuses dimensions du projet se retrouvent, inscrites dans la loi sur l'eau potable et l'assainissement de 1999 (loi 2029). Certaines organisations sociales s'opposent depuis

le début du processus à l'application de cette loi et au projet de loi sur l'eau qui selon certains demeurent bien trop flous sur de nombreuses dimensions. Par exemple concernant le droit d'accès des peuples autochtones à la ressource, les confédérations paysannes autochtones, ou encore les paysans « Irrigants » dénoncent le manque de clarté concernant les processus réglementaires qui assureront la sécurité légale des droits des populations autochtones à accéder à la ressource. Dans la loi sur l'eau potable et l'assainissement, le caractère exclusif de la prestation du service par une compagnie unique est dénoncée par de nombreux groupes sociaux. Le système par concession favoriserait les grandes entreprises et les coopératives de gestion des zones de plus de 10 000 habitants capables de s'auto-financer, en leur octroyant une concession pour des périodes de 40 ans, contre des licences de 5 années pour tous les autres types de prestataires. Nous pourrions multiplier les exemples pour démontrer l'ampleur des modifications réclamées pour que puisse être envisagée une modernisation du cadre juridique de l'eau en Bolivie.

Les mouvements sociaux paysans et autochtones sont les secteurs qui résistent le plus à l'instauration d'une législation nationale basée sur de telles orientations, qui selon eux menacent leurs droits traditionnels d'accès à la ressource. Certains groupes travaillent depuis des années pour que soit prise en compte leur proposition alternative et que soient discutés les principes de base qui sous-tendent le projet de loi de l'eau. L'épisode de la guerre de l'eau de l'année 2000 à Cochabamba a d'ailleurs provoqué une confrontation directe entre les mouvements sociaux opposés à la marchandisation de la ressource et à la privatisation des services et les instances gouvernementales, obligées de changer certaines dispositions contenues dans la loi 2029 sur l'eau potable et l'assainissement pour assurer la paix sociale dans la région.

Depuis des années, les organisations sociales paysannes réclament une reconnaissance de l'eau comme ressource vitale qui garantie le bien-être collectif et familial. On exige également l'introduction de certaines normes traditionnelles dans le nouveau cadre législatif afin que soit reconnu le droit collectif et gratuit d'usage de l'eau des colonies d'immigrants et communautés paysannes, des organisations d'Irrigants comme des coopératives de voisinage. Dans les revendications, l'eau devrait être un bien d'utilité public dont les droits d'usage ne pourraient se vendre ou s'échanger. Les droits communautaires devraient être prioritaires, alors que les entreprises minières, industrielles ou encore pétrolières devraient demander des autorisations conditionnelles à l'élaboration d'un plan de gestion des eaux prenant en compte les dommages pouvant être faits au milieu et aux populations. Enfin, on rejette l'existence de la superintendance au profit de la mise sur pied d'un conseil national des eaux composé sur une base paritaire par les représentants de l'État et les usagers.

Ce rapide tableau nous montre le blocage politique et social qui paralyse actuellement la Bolivie dans le processus de réforme du secteur de l'eau. Le cadre juridique est devenu le lieu de toutes les attentions dans la mesure où il représente une tentative nouvelle pour le gouvernement de moderniser les normes de ce secteur. Or, deux visions semblent s'opposer qui obligent les différents acteurs du secteur à un processus de redéfinition des pratiques et des objectifs politiques et sociaux qui sous-tendent une réforme législative du secteur.

La recherche d'un consensus politique est une étape qui semble inévitable et ne pourra se faire que dans le respect du processus démocratique de consultation des nouveaux

groupes sociaux qui se sentent concernés par les modifications du cadre normatif du secteur de l'eau. Les paysans et les autochtones sont de nouveaux acteurs très présents qui demandent une voix au chapitre et se veulent force de proposition dans le processus participatif décisionnel. Ils interpellent une élite politique habituée à œuvrer dans les sphères exécutives plus que dans un processus consultatif et participatif. La culture démocratique bolivienne est directement remise en question dans ce processus de réforme en profondeur du secteur de l'eau.

***La réforme du secteur de l'eau , impulsée par les bayeurs de fond étrangers, appliquée par le gouvernement : solution à la crise des modes de gestion ?***

La politique des ajustements structurels appliqués à la Bolivie à partir de 1985 a permis de lutter contre l'inflation d'une façon certaine, mais s'avère moins efficace lorsqu'il s'agit de résoudre la problématique de l'appauvrissement des populations et de la démocratisation de l'accès aux ressources naturelles et aux services de base. Dans une volonté pour réduire la crise économique, convertie en crise politique, la Banque Mondiale a fourni un appui substantif à la Bolivie par un programme de prêts accompagnés d'un programme de modernisation des institutions afin d'encourager la relance de l'économie. La première étape fut consacrée à stabiliser le système financier bolivien, alors que la seconde phase correspondait à une implantation beaucoup plus agressive du modèle néo-libéral.

Première d'une série de mesures envisagées pour réformer l'économie bolivienne dans le sens d'une libéralisation, la loi de capitalisation numéro 1544 de 1994 a permis la privatisation de nombreux secteurs de l'économie et l'allègement du fardeau financier de l'État. Forme de privatisation mixte, la capitalisation a accéléré l'entrée de la société bolivienne dans l'économie de marché. Une fois dénationalisées, 50 % du capital des entreprises est attribué à des multinationales étrangères alors que 50 % des parts des entreprises sont converties en actions distribuées à la population sous forme de fonds de pension.

Durant les deux premières phases d'ajustements structurels (1985-1993/1993-1997) le secteur de l'eau n'a été directement concerné par ces politiques de réforme. Ce n'est qu'à partir de 1999, lors de la mise en œuvre d'une troisième phase d'ajustements que le gouvernement bolivien crée une loi sur l'eau et les services afin de faciliter la privatisation des services et ainsi attirer des investisseurs internationaux.

Encouragé par la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International à libéraliser, décentraliser, démocratiser, sectorialiser et privatiser ses modes de gestion, alors le gouvernement bolivien entame une phase de réforme législative à partir du début de la décennie 1990. Les organismes internationaux cherchent à assainir le secteur politique et économique afin d'implanter de nouveaux modes de gouvernance et ainsi permettre au pays d'avancer sur la voie de la démocratisation. L'objectif visé par les politiques de conditionnalités associées à l'octroi de prêts est de faire entrer la Bolivie dans l'économie de marché mondialisée. Pour ce faire, il convient de moderniser l'appareil d'Etat et de développer de nouveaux marchés intérieurs et extérieurs afin de garantir la participation de capitaux étrangers dans le processus de modernisation. S'en suit une série de lois destinées à réformer en profondeur le cadre normatif bolivien en sortant d'une politique trop centralisée qui serait un facteur paralysant de l'économie.

Applicant les lois de décentralisation (loi 1654- 1995), de participation populaire (loi 1551-1993), et des municipalités (loi 2028- 1999) le gouvernement bolivien cherche entre autre à développer une forme de gouvernance plus locale, potentiellement plus apte à prendre en compte de la diversité des besoins des citoyens. Le triple objectif de cette nouvelle norme transnationale est de répondre aux exigences de stabilisation, de redistribution et de démocratisation des modes de gouvernance.

Quant à la loi SIRESE, loi de régulation sectorielle datant de 1994 elle est l'un des piliers de cette réforme politique de l'État. Elle a comme objectif de réguler, contrôler et superviser les différentes activités des secteurs de l'économie, dont celui de l'eau. Les activités sous sa juridiction sont soumises à des critères de rentabilité afin de contribuer significativement au développement de l'économie nationale et ainsi garantir à tous les citoyens un accès aux services. Décentralisation, sectorisation mais aussi privatisation (loi 1330-1992) des secteurs productifs qui désormais doivent être transférés à des entreprises privées internationales, alors que l'État est un acteur de la régulation mais non plus de production de la richesse collective. Dans le secteur de l'eau, faute de pouvoir produire une loi de l'eau, le gouvernement applique une politique de plans (Plan National d'assainissement des services de base 2001-2010 et Plan d'irrigation bolivien 2002-2007) afin de permettre une mise en œuvre technique et gestionnaire de ses politiques.

Dans les faits, le principal problème qui se pose au gouvernement bolivien consiste à asseoir la légitimité de ces nouvelles politiques dans un contexte où foisonnent une multitude de systèmes normatifs complexes qui structurent les modes d'organisation du social en Bolivie. Les différentes cultures autochtones ont leurs systèmes normatifs, les syndicats paysans, les syndicats miniers, les populations urbaines, rurales, etc. Chaque région, chaque écosystème, chaque culture locale et chaque communauté élaborent potentiellement des systèmes normatifs autonomes qui sont parfois difficilement repérables, complémentaires voire qui s'excluent les uns les autres. Dans le secteur de l'eau en Bolivie les normes qui dominent s'inspirent principalement des systèmes communautaires dits « d'autogestion locale ». C'est à ce niveau que se cristallise un système normatif syncrétique, fait d'emprunts à la « cosmovision » andine, à la culture syndicale paysanne, à la culture syndicale minière etc. En Bolivie, les systèmes normatifs qui encadrent les modes de gestion de l'eau sont multiples et complexes.

Ainsi, un des principaux défis qui semblent se poser aux politiques étatiques de réforme de l'État et du secteur de l'eau dépasse l'élaboration d'un cadre technique, il s'agit d'intégrer dans un projet politique global la diversité des usages et des normes boliviennes.

Sans compter que certaines politiques gouvernementales semblent parfois paradoxales et l'on ressent à bien des égards les conséquences néfastes de l'instabilité politique qui frappe le pays. La zone de Tiquipaya-Colcapirhua par exemple bénéficie à la fois d'un programme d'aide international (Banque Mondiale- Coopération allemande) pour étendre et rénover les canaux d'irrigation des zones rurales, alors que d'autres bailleurs de fond (Banque Inter-américaine de Développement) fournissent une aide pour l'installation de services modernisés d'eau potable et d'assainissement, facteur déclencheur d'une croissance de l'urbanisation. Bien souvent, faute de planification locale d'usage des sols, des projets coûteux et nécessaires en viennent à se concurrencer et s'avèrent parfois être voués à l'échec.

Suite à ce rapide tour d'horizon de la situation que nous avons élaboré suite à notre étude de terrain, nous dégagons deux axes essentiels sur lesquels devra se porter notre travail d'analyse, à savoir d'une part :

- I- La dimension macro : Les liens entre les politiques des organismes financiers internationaux et les politiques d'État en Bolivie dans le secteur de l'eau.
- II- La dimension micro : les modes d'implantation des politiques nationales de l'eau dans la région de Cochabamba.

#### **IV) Repérage des acteurs.**

Nous proposons ici un premier découpage, suite à notre étude de terrain, des différents acteurs impliqués dans le projet de développement d'une compagnie municipale de services d'eau dans les municipalités de Tiquipaya et Colcapirhua.

##### **A-Les communautés paysannes de Tiquipaya :**

- De la cordillère de Cochabamba (qui vivent sur les terres ou sont situées les lagunes, les sources de montagne, les rivières)
- Des vallées qui ont accès aux eaux destinées à l'usage agricole, leur accès étant légitimé par le droit coutumier.

##### **B- Les populations urbaines de Tiquipaya/ Colcapirhua :**

- Les populations bourgeoises de Cochabamba (résidence principale ou secondaire, migration récente)
- Les populations relocalisées en provenance des régions minières (migrations depuis 1985)
- Les habitants « originaires » (peu nombreux)

##### **C- Les acteurs engagés dans le processus de développement d'une politique régionale de gestion de l'eau :**

- La préfecture
- La compagnie publique d'eau de Cochabamba (Semapa)
- Les associations locales de développement financées par la coopération
- Les associations de défense du droit d'accès à l'eau des paysans (droit coutumier)
- Les intellectuels engagés dans recherche-action autour de la problématique de l'eau (travail autour des droits)

##### **D- L'Etat**

- Le FNDR (Fonds National de.....)
- Le vice ministère de l'assainissement de base.

- Superintendencia de l'eau et de l'assainissement.
- Commission de gestion Intégrale de l'eau en Bolivie (CGIAB)
- PRONAR (Programme National d'irrigation)
- CONIAG (Conseil interinstitutionnel de l'eau)

#### **E- Opérateurs privés internationaux**

- Ice-Astaldi pour le tunnel de Misicuni (Italie-Bolivia)
- Bechtel pour la privatisation des services d'eau de Cochabamba (USA)
- Nouvel opérateur à déterminer pour Tiquipaya-Colcapirhua.

#### **F- Coopération bilatérale**

- GTZ- KWF (coopération allemande- programmes de prêts)
- Communauté européenne ( récemment : programme de dons)
- Coopération suisse (COSUDE)
- Coopération française (prêts-dons)
- Coopération japonaise (dons)

#### **G- Les organisations financières internationales**

- BID
- BM/FMI

### **V- Le cadre théorique.**

Notre travail de terrain nous a permis de préciser les contours que suivra notre cadre théorique. Plusieurs pistes qui ont déjà été travaillées dans le cadre de notre projet de thèse sont reprises. D'autres sont ajoutées, suite à l'évolution de notre analyse de terrain et à l'introduction de nouvelles dimensions à notre recherche. Nous esquissons ci-dessous, de façon schématique, les avenues théoriques qui guideront notre interrogation au fil de l'analyse.

#### ***I- L'eau comme bien économique versus l'eau comme bien public ou bien commun.*** (statut juridique de l'eau/problématique des droits)

(Postel, Paquerot, Petrella, Bustamente, R. Chase Smith, Pinedo, ).

Nous nous proposons de discuter la thématique des droits en discutant les notions de propriété, de légalité versus légitimité, d'accès, etc.

#### ***II- Littérature portant sur la "cosmovisión andine" et le rapport aux ressources naturelles dans la culture. Pensée indigéniste.***

(L'eau comme être vivant, aucune propriété possible/ l'eau comme instrument pour une nouvelle forme de colonisation/instrumentalisation de la mita par les politiques de développement.). Ex : Carlos Montenegro : Nacionalismo y coloniaje.

Cette partie théorique portera également sur les effets du colonialisme dans la gestion des ressources en eau et les répercussions des nouvelles politiques de développement dans le secteur de l'eau.

***III-Théories de la marchandisation, mercantilisation et privatisation des services et de la ressource eau :***

- a. Deux types d'approche, l'une sociale et politique qui conçoit l'importance des dimensions sociales, culturelles, symbolique, etc. de l'usage de l'eau. (Karen Bakker, Crespo Charlie, Shiva, etc.)
- b. L'autre technicienne et économiste qui pense l'eau par rapport à sa valeur marchande comme un bien commercialisable.(Sachs Jeffrey, Walferson, etc.)

***IV- Analyse critique du cadre de la nouvelle gouvernance et de la « nouvelle démocratie » dans une logique de développement.***  
(Régulation/efficience/équité/lutte à la pauvreté/modernisation/participation/décentralisation/développement durable et reddition de comptes/thème des droits d'accès) :

Références : M. Chossudovsky, Freitag, Chemillier-Gendreau, Gelinas, Campbell, Brunelle, etc.

***V- Piste à creuser pour penser la modernisation de la société bolivienne encore très traditionnelle.***

- c. Analyse des liens entre valeur d'usage et valeur d'échange (théorie des échanges)- Réflexion autour de la notion de valeur et de coût. Penser le mode de production dominant et les rapports de production entre les différents facteurs. On discute la notion de marchandise versus celle de produit (valeur d'usage). Le contexte de la mondialisation économique serait favorable à la marchandisation de l'eau et consacrerait dans le secteur de l'eau le triomphe de la valeur d'échange sur la valeur d'usage. (Approche par la demande promue par les organismes économiques internationaux). Dans le cas qui nous intéresse, il semblerait que l'on observe le passage de la valeur d'usage (utilité objective d'un bien en fonction de son usage) à une logique de possession justifiée par l'introduction d'un ordre concurrentiel des usages. La justice distributive (répartition proportionnelle du bien commun entre les différents membres de la société) passerait à une logique de valeur-rareté qui justifierait le passage à la valeur d'échange. On assiste donc à une individualisation de l'acte économique qui menace le bien commun (Confère : Aristote opposition entre l'économique et le chrématistique.)
- d. Références : E. Wallerstein (capitalisme archaïque), Max Weber (Économie et société dans l'Antiquité), etc.

## **VI- Hypothèses**

La dernière étape de ce rapport technique consiste à exposer l'avancement des hypothèses de la recherche. Ces hypothèses demeurent préliminaires, mais permettent de rendre



compte du travail d'approfondissement et d'actualisation réalisé durant le séjour de recherche.

### **I- Les politiques de la nouvelle gouvernance de l'eau en Bolivie.**

- A) La Bolivie est un terrain d'expérimentation pour l'implantation des nouvelles politiques de la gouvernance de l'eau, par le biais des programmes d'aide au développement et de lutte à la pauvreté.
- B) L'implantation d'un marché des services d'eau et de la politique de privatisation (monopole et partenariat public/privé -PPP) dans la région de Cochabamba correspond à la stratégie d'implantation des nouvelles politiques mondiales de transnationalisation des normes et de libéralisation économique du secteur de l'eau.
- C) Le secteur de l'exploitation des services d'eau est un marché émergent en Bolivie. Les politiques des organismes économiques internationaux, des bayeurs de fonds bilatéraux et de l'État bolivien consistent à instaurer les mécanismes facilitant pour l'expansion de ce marché en Bolivie.
- D) L'introduction de politiques de l'eau basées sur la logique du marché libéralisé dans la région de Cochabamba serait une des causes majeures de l'augmentation des inégalités dans les conditions d'accès à l'eau (usage domestique et agricole) car elles correspondent à une réduction des droits d'accès pour les populations les plus vulnérables.
- E) Les nouvelles politiques de la gouvernance auraient un potentiel désorganisateur du tissu social bolivien en favorisant l'implantations de modèles « meta-culturels » qui ignorent la dimension « enracinement » des projets (dimensions sociales, culturelles, économiques, juridique etc.).

### **II- Le rôle de l'Etat.**

- F) La dégradation de l'environnement, due à déficit de gestion étatique des ressources en eau, de la terre, et des infrastructures est un des facteurs qui participe à la dégradation des conditions d'accès à l'eau aux populations.
- G) L'Etat, encouragé par les bayeurs de fonds internationaux adopte un type de « gestion légale-technicienne » dite « a-politique » qui provoque de nombreuses réactions dans le tissu social bolivien car l'implantation de ce modèle se fait en dehors de tout processus politique participatif et consultatif.
- H) La faiblesse du système démocratique bolivien (corruption/ « démocratie ») est un facteur limitant de l'implantation de politiques économiques transparentes et équitables dans le secteur de l'eau. Les démocraties locales de

l'eau seraient menacées par la tentative récente de main-mise de l'Etat sur la gestion des ressources en eau.

- I) Les nouvelles politiques de la gouvernance placent l'Etat au centre du processus de libéralisation des marchés, en lui attribuant le rôle de fournisseur de nouveaux marchés intérieurs.
- J) L'Etat bolivien, fondé sur une démocratie fragilisée, souffre d'un déficit de légitimité social. Il semblerait adopter une stratégie de compensation en multipliant les mesures légales afin de renforcer les cadres normatifs et ainsi renforcer le processus de démocratisation politique.

.....

### **III- Les dimensions sociales et culturelles des nouvelles politiques.**

- K) La logique de marchandisation des services d'eau (recouvrement des coûts) qui sous-tend les politiques de modernisation du secteur introduisent de nouvelles charges économiques et une nécessaire « acculturation » normative auxquelles doivent se soumettre les populations de la région andine.
- L) La décentralisation permet une gestion locale des projets de développement mais fait peser de nouvelles charges sur les municipalités et les populations locales, en redéfinissant la logique de participation. Les politiques de décentralisation dans le secteur de l'eau induiraient paradoxalement une logique de concentration des modes de gestion de la ressource. (un acteur monopolistique par « concession »)
- M) La réforme du système légal dans le secteur de l'eau se heurte au droit coutumier paysan, encore dominant en Bolivie.
- N) La mise en « concession » des services d'eau municipal sur le modèle du PPP (partenariat public/privé) impliquerait, à moyen terme, une perte de contrôle des populations locales sur la gestion des ressources naturelles.
- O) La marchandisation des services d'eau et la fixation des prix en fonction des variations du marché international comporterait un risque d'appauvrissement des populations, extrêmement pauvres, pauvres et des classes moyennes.
- P) Les projets de modernisation des services d'eau promus par l'Etat bolivien et les organismes internationaux favoriseraient l'urbanisation des zones peri-urbaine et menacent la survie d'une petite paysannerie familiale autochtone.
- Q) Les projets d'eau élaborés par les acteurs internationaux favorisent l'urbanisation : on passerait d'une pauvreté rurale (autosubsistance) à une pauvreté urbaine (privée des moyens de la survie)

- En l'absence d'un plan de conservation des zones agricoles, la constitution d'une entreprise unique de gestion de l'eau sur le modèle PPP

monopolistique favoriserait l'urbanisation des zones rurales peri-urbaines de Tiquipaya-Colcapirhua.

- La disponibilité de services d'eau « efficaces » dans le cadre d'une EPSA (financée à partir de prêts internationaux) participe à l'augmentation du prix des services et des terrains menaçant alors la survie d'une paysannerie familiale « non rentable » économiquement.
- L'implantation de services d'eau à travers une entreprise sur le modèle (EPSA) participerait donc à d'une part à l'exode rural des familles paysannes et serait une attraction pour une bourgeoisie locale, intéressée à s'installer dans une proche banlieue encore rurale.

R) L'accès à des équipements « modernes » est principalement envisagé pour répondre aux besoins des nouvelles populations urbaines (bourgeoisie de Cochabamba, mineurs relocalisés, paysans fuyant les campagnes).

S) L'absence de concertation entre les programmes de développement pour les infrastructures d'eau d'irrigation et d'eau pour usage domestique génère des conflits sociaux autour des usages concurrents de l'eau.

T) La menace de dépossession de l'accès à l'eau et aux terres provoque des conflits sociaux, ethniquement marqués, et un rejet des politiques de développement promues par les organismes internationaux et portés par l'Etat.

U) On observe une tendance de la part des groupes et mouvements sociaux à « instrumentaliser-romantiser » la tradition autochtone (usages et coutumes/cosmovision) , comme outil de résistance face à la menace « potentielle » ou réelle de perte d'accès libre aux ressources. Ces politiques favoriseraient donc un renforcement des divisions culturelles en ignorant l'importance des dimensions sociales et culturelles des projets de développement dans le secteur de l'eau.

V) La question ethnique est centrale car les populations « autochtones » sont les populations les plus vulnérables. Elles basent leur survie sur l'accès aux ressources naturelles basé sur un droit coutumier directement menacé par la redéfinition et la restructuration des cadres normatifs relatifs à l'accès aux ressources naturelles dans les nouvelles politiques de la gouvernance.

W) On observe dans la vallée de Cochabamba une multiplication des conflits autour des conditions d'accès à la ressource. La dégradation des conditions d'accès pour le plus grand nombre réveille des tensions sociales historiquement marquées dans la société bolivienne et réveille des antagonismes structurels. Les populations paysannes autochtones sont à la fois une force de résistance et de proposition pour l'établissement d'un cadre légal local et national dans le secteur de l'eau.